

Note de candidature de la République de Serbie à l'intégration dans l'Union Européenne

RESUME

La Serbie, située au carrefour des Balkans occidentaux, a entrepris depuis les années 2000 d'importantes réformes démocratiques, institutionnelles et économiques pour se rapprocher de l'Union européenne. Elle dispose d'institutions stables, d'un cadre constitutionnel solide et a mis en œuvre des réformes judiciaires renforçant l'État de droit. Bien que des défis persistent, notamment dans la lutte contre la corruption, la liberté des médias, la modernisation économique et la normalisation des relations avec le Kosovo, la Serbie a déjà transposé une part importante de l'acquis communautaire. Soutenue par un contexte macroéconomique stabilisé, des investissements étrangers et une convergence progressive vers les normes européennes, la Serbie entend consolider son rôle régional et garantir durablement le respect des valeurs de l'UE. Son intégration contribuerait à renforcer la stabilité, la prospérité et la cohésion de l'Europe.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES, SYSTÈME POLITIQUE, ÉCONOMIE

La République de Serbie, située au cœur des Balkans occidentaux, compte environ 6,62 millions d'habitants (2023) sur un territoire de 88 361 km². Sa position géographique, au carrefour entre l'Europe centrale, l'Europe du Sud-Est et la Méditerranée, lui confère un rôle stratégique dans la région.

La Serbie est une démocratie parlementaire. Depuis la Constitution de 2006, adoptée après la séparation d'avec le Monténégro, le Président, élu au suffrage universel direct, exerce la fonction de chef de l'État, tandis que le gouvernement, responsable devant le Parlement (Assemblée Nationale monocamérale), détient le pouvoir exécutif. Le système électoral parlementaire actuel est proportionnel, garantissant la représentation des partis, alors que sous le régime de Slobodan Milošević (avant 2000), l'exercice des droits politiques était entravé par des fraudes, le parti dominant contrôlant fortement le processus électoral. Désormais, des élections régulières, libres et concurrentielles attestent d'une consolidation progressive de la démocratie. Des mécanismes de protection des droits de l'homme sont mis en place (par exemple, le Défenseur du Peuple Ombudsman et des institutions indépendantes garantissant l'accès à l'information), ce qui tranche avec la période précédant les années 2000, marquée par un manque de garanties institutionnelles.

Sur le plan économique, la Serbie a connu une transition délicate dans les années 1990 (embargos, guerres civiles), puis la récession après la crise de 2008. Aujourd'hui, elle est une économie de marché émergente, dotée d'une industrie diversifiée (automobile, agroalimentaire, électronique, IT), d'une agriculture compétitive et d'un secteur tertiaire en expansion. Les réformes économiques, telles que la privatisation partielle des entreprises publiques et la modernisation du cadre fiscal, ont amélioré le climat d'investissement. Avant les années 2000, l'économie était sous influence étatique et entravée par des sanctions internationales. Depuis, la Serbie a stabilisé son inflation (autour de 2 à 3 % avant la crise récente) et son déficit public (réduit à 1,4 % du PIB en 2016 contre 6,6 % auparavant). Après une récession limitée en 2020 (-0,9 %), la croissance a rebondi à 7,4 % en 2021 et l'emploi a atteint un niveau record (taux de chômage à 8,7 % en 2022 contre 11 % en 2021). En 2023/2024, la Serbie affiche une croissance modérée (environ 2 à 3 %) dans un contexte international incertain, maintenant néanmoins une relative stabilité macroéconomique.

RELATIONS EXISTANTES AVEC L'UE

Dès 2003 (Sommet de Thessalonique), la Serbie est identifiée comme candidate potentielle. L'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA), signé en 2008, a établi un cadre de coopération renforcée, libéralisant progressivement les échanges et soutenant l'attraction d'investissements directs étrangers. La Serbie obtient le statut de candidat en 2012 et ouvre les négociations d'adhésion en 2014, entamant l'harmonisation de son droit avec l'acquis européen. L'UE est devenue le principal partenaire commercial et investisseur. Ce partenariat a permis un avant/après notable : avant l'ASA, les relations commerciales étaient plus restreintes, sans cadre formel d'association, alors qu'après sa signature, les échanges se sont intensifiés, l'accès au marché unique s'est amélioré et un dialogue politique régulier s'est instauré. Suite à la crise du Covid-19, l'UE a mobilisé des aides financières supplémentaires, renforçant la coopération.

ÉLÉMENTS SUR LA CANDIDATURE

POINTS FORTS DE LA SERBIE

Stabilité Politique et Démocratique

La Serbie dispose d'institutions stables et d'un Parlement élu au scrutin proportionnel, garantissant le pluralisme. Avant les années 2000, la démocratie était fragilisée par un parti hégémonique et des processus électoraux biaisés. Aujourd'hui, des mécanismes de protection des droits fondamentaux (Ombudsman, Commission pour la protection de l'égalité, etc.) assurent une meilleure garantie des droits de l'homme.

État de Droit et Droits de l'Homme

Des réformes judiciaires (modification constitutionnelle en 2022 retirant au Parlement la nomination des magistrats) ont renforcé l'indépendance du pouvoir judiciaire et la lutte contre la corruption. Le pays coopère avec le Conseil de l'Europe, l'OSCE et bénéficie d'un accompagnement technique de la Commission européenne. Cet agenda de réformes, progressivement mis en

œuvre depuis les années 2000, court sur le long terme, l'objectif étant d'aligner la justice, la liberté des médias et la protection des minorités sur les standards européens.

Économie de Marché en Consolidation

Des réformes structurelles (privatisations ciblées, consolidation budgétaire, amélioration du climat d'affaires) ont permis d'attirer des capitaux étrangers. Par exemple, la privatisation de l'aciérie de Smederevo par un groupe chinois en 2016 a témoigné de l'ouverture du marché. Les investissements dans les infrastructures de transport et d'énergie se multiplient, et les exportations s'améliorent. En 2016, Fiat contribuait déjà à 8,5 % des exportations. Aujourd'hui, l'industrie automobile, l'IT, l'agroalimentaire et l'électronique sont des secteurs clés. Le taux de chômage a notablement baissé (autour de 8,7 % en 2022 contre plus de 17 % avant 2016).

Alignement Progressif sur l'Acquis de l'UE

La Serbie a transposé une partie substantielle de l'acquis, en particulier dans les domaines de la libre circulation des biens, de la fiscalité et de la coopération douanière, mais doit poursuivre dans d'autres champs (environnement, concurrence, marchés publics). De nombreuses réformes institutionnelles (renforcement des organismes de contrôle, alignement législatif, adaptation des normes environnementales) sont en cours, soutenues par les programmes IPA (Instrument d'aide de préadhésion) et une assistance technique de l'UE.

Position Géostratégique et Rôle Régional

La Serbie entretient des liens culturels, historiques et économiques avec ses voisins : Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine du Nord, Albanie et Bulgarie. Son rôle au sein des Balkans occidentaux est crucial pour la stabilité régionale, la coopération (participation au processus de Berlin, accords commerciaux régionaux) et la sécurité, soutenant la politique d'élargissement de l'UE.

FAIBLESSES IDENTIFIÉES

Réformes de l'État de Droit à Poursuivre

L'indépendance de la justice n'est pas pleinement assurée, la corruption et le crime organisé demeurent. Bien que des progrès (adoption de réformes constitutionnelles, mise en place d'institutions indépendantes, poursuites dans certaines affaires) aient été réalisés, la Serbie doit poursuivre l'amélioration de l'efficacité judiciaire, renforcer la liberté de la presse et assurer la pluralité médiatique. La volonté affichée est de renforcer les pouvoirs d'organes indépendants, d'adopter des lois anticorruption plus strictes et de sécuriser le financement indépendant des médias. Les élections se déroulent désormais librement, mais le parti au pouvoir, le SNS, reste omniprésent dans les médias (40 % du temps d'antenne, 80 % de couverture positive), ce qui soulève des questions sur l'équité du paysage médiatique.

Écarts Économiques et Socio-économiques

Les disparités régionales persistent entre Belgrade, Novi Sad et les régions rurales. Le taux de chômage, bien qu'en nette baisse, demeure plus élevé chez les jeunes (autour de 20 %). La productivité et le taux d'innovation restent inférieurs à ceux de l'UE. Le niveau actuel de compétitivité nécessite des investissements accrus dans la R&D, les infrastructures et l'éducation.

Sensibilité aux Chocs Externes

L'économie serbe reste vulnérable aux fluctuations du taux de change (une grande partie de la dette est libellée en euros et dollars), aux variations de la demande internationale et à la hausse des prix de l'énergie. Pour renforcer sa résilience, la Serbie mise sur la diversification énergétique (interconnexions gazières, énergies renouvelables), la réduction de la dépendance aux importations et le renforcement de sa stabilité financière.

CONDITIONS POUR L'UE

La Serbie s'engage à respecter les valeurs de l'UE (démocratie, état de droit, droits de l'homme) et à mettre en œuvre pleinement l'acquis communautaire. Ces garanties sont régulièrement réitérées dans les rapports annuels de la Commission européenne et dans les conclusions des Conseils européens sur l'élargissement. Le pays prévoit de poursuivre les réformes judiciaires (sélection indépendante des magistrats), de renforcer les institutions de lutte contre la corruption, d'améliorer les marchés publics et de

protéger la liberté des médias. Sur le plan socio-économique, des réformes visent à moderniser les infrastructures, à améliorer l'adéquation entre système éducatif et besoins du marché et à maintenir la stabilité macroéconomique (inflation autour de 2 à 3 % avant la récente crise, déficit public inférieur à 2 % du PIB).

ENJEUX DE L'INTÉGRATION

INDUSTRIE ET AGRICULTURE

L'alignement sur les normes sanitaires et phytosanitaires de l'UE (ex : normes européennes en matière de sécurité alimentaire, certification des produits, réduction des pesticides) renforcera la qualité de la production. La modernisation industrielle, appuyée par le transfert de technologies et l'accès aux fonds européens, devrait se concrétiser sur une période décennale. L'industrie serbe, qui s'est relevée après la crise, est aujourd'hui plus performante qu'il y a dix ans, avec des secteurs comme l'automobile ou l'IT en pleine expansion.

ZONE EURO

L'adoption de l'euro n'interviendra qu'après l'adhésion et le respect des critères de convergence (taux d'inflation stable, déficit public maîtrisé, taux d'intérêt et de change stables). Cela pourrait prendre plusieurs années après l'adhésion formelle, le temps de consolider la stabilité macroéconomique.

PACTE VERT EUROPÉEN

La Serbie a souscrit, dans ses déclarations conjointes avec l'UE (notamment dans le cadre du processus de Berlin ou des stratégies environnementales régionales), aux objectifs de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le pays s'engage dans la transition énergétique (développement des renouvelables, amélioration de l'efficacité énergétique) et la réduction des émissions. Ces engagements figurent dans des communiqués de l'UE sur l'élargissement et la coopération régionale.

RELATIONS RÉGIONALES ET NORMALISATION AVEC LE KOSOVO

Le dialogue avec Pristina, facilité par l'UE, vise à normaliser les relations et à résoudre les tensions héritées des années 1990. Les tensions concernent essentiellement la reconnaissance mutuelle et la gestion des communautés serbes au Kosovo. Des accords ont été signés en 2013 et 2015, mais les contentieux commerciaux et politiques persistent. Une avancée significative dans ce dialogue est essentielle pour l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation et le succès de la candidature.

CONCLUSION

La Serbie présente sa candidature avec détermination, consciente de la nécessité de consolider l'État de droit, d'approfondir les réformes institutionnelles et économiques, de garantir la liberté des médias, de réduire les inégalités et d'accélérer l'harmonisation législative avec l'acquis. Elle a déjà fait des progrès notables en matière de stabilité macroéconomique, de réformes judiciaires et de coopération régionale. Si la Serbie parvient à renforcer son indépendance judiciaire, à améliorer la transparence, à intensifier la lutte contre la corruption, à garantir la liberté d'expression et à normaliser ses relations avec le Kosovo, elle sera mieux positionnée pour remplir les critères politiques, économiques et juridiques requis par l'UE. Sur le long terme, l'intégration de la Serbie dans l'UE contribuera à la stabilité régionale, au dynamisme économique et à la cohésion politique de l'Union, renforçant ainsi l'Europe dans son ensemble.

RÉFÉRENCES

- **Atlas Monde - Serbie** : Cartes et informations sur le pays. Disponible sur : [Serbie : cartes et informations sur le pays](#)
- **Touteurope.eu - Serbie** : Politique, relations avec l'UE, géographie, économie, histoire. Disponible sur : [Serbie : Politique, Relations avec l'UE, Géographie, Economie, Histoire... - Touteurope.eu](#)
- **Parlement européen** : Rapport sur le rapport 2022 de la Commission concernant la Serbie (A9-0172/2023). Disponible sur : [RAPPORT sur le rapport 2022 de la Commission concernant la Serbie | A9-0172/2023 | Parlement européen](#)
- **Wikipédia - Serbie** : Informations générales sur le pays. Disponible sur : [Serbie — Wikipédia](#)